



Les organisations des retraité·es du G9 se mobilisent pour l'accès aux soins pour toutes et tous.

En cette rentrée, l'exigence de politiques publiques ambitieuses est plus que jamais d'actualité. Le triptyque revendicatif des 9 organisations de retraité·es (CGT, CFTC, CGC, FO, FSU, Solidaires, FGR-FP, LSR, Ensemble & Solidaires) demeure, quel que soit le gouvernement mis en place : pouvoir d'achat des pensions, santé et services publics.

Aujourd'hui, les questions d'accès aux soins font partie des premières préoccupations de la population et notamment des retraité·es. Dans ce cadre, nos neuf organisations ont décidé de lancer une grande campagne de mobilisation autour de cette question : difficultés pratiques, géographiques et financières pour accéder aux services de soins et de santé. Initiative qui s'inscrit dans la durée. La situation du secteur de l'autonomie, faute de loi de programmation, est catastrophique. Les tarifs des complémentaires santé, indispensables si l'on veut se soigner, ne cessent d'augmenter.

Un questionnaire, envoyé aux équipes locales en juin, recense les dysfonctionnements, les besoins et aussi les mobilisations dans les départements, qui se poursuivent.

Comment leur donner un retentissement national et élargir la protestation ? Pour répondre à cet enjeu, nos 9 organisations, réunies le 3 septembre, ont pris un certain nombre de décisions :

- **Le mercredi 9 octobre** : conférence de presse dans tous les départements et à Paris* sur un état des lieux, les mobilisations et nos propositions pour défendre la Sécurité sociale et le système public de santé. Cette journée est un point d'étape pour appeler à la multiplication de mobilisations et d'initiatives en territoires pour préparer une action nationale d'ici la fin de l'année.
- **Elle s'inscrit dans le cadre de la préparation du projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) et du PLF** dont les annonces de restrictions budgétaires provoquent bien des inquiétudes.
- Nous adressons une demande de rencontre aux groupes parlementaires pour exposer nos revendications.

Les mobilisations pour l'accès aux soins sont étroitement liées à la question du pouvoir d'achat. La santé coûte cher : les renoncements à se soigner ne cessent d'augmenter. Or la perte du pouvoir d'achat des retraité·es depuis début 2017 s'élève, au 1^{er} juillet 2024, à 5,3 points (18,9 % d'inflation - 13,6 % de revalorisation de la pension). Et la somme des pertes pendant les 90 mois de cette période s'élève à 3 mois de pension.

Nos organisations ont décidé d'agir pour le rattrapage et l'augmentation des pensions au 1^{er} novembre pour les complémentaires et pour la revalorisation des pensions de base au 1^{er} janvier 2025.

Pour les organisations de retraité·es, la rentrée sera combative !

*A Paris, la conférence de presse aura lieu le 9 octobre à 11 h dans les locaux de la FSU, 20 rue Malmaison à Bagnolet